

# Au cas où vous n'auriez pas acheté le JDD : sa Une, une claque à Macron

écrit par Christine Tasin | 8 août 2023

## Le Journal du Dimanche

« Nous ne sommes  
pas des faits divers »



M 00831 - 3695 - F - 2,20 €

France métropolitaine : 2,20 € / BEL : 2,40 € / CH : 3,70 F5 / DOM : 3,20 € / REU : 3,20 € / ESP : 2,80 € / LUX : 2,40 € / MAR : 27 MAD / PORT cont. : 3,20 € / TUN : 9 DIN

MAUPP/SUD-OUEST

# Le Journal du Dimanche

« Nous ne sommes  
pas des faits divers »



**INSÉCURITÉ, JUSTICE**

**Lettre ouverte de familles de victimes  
au président de la République**



France métropolitaine : 2,20 € / BEL : 2,40 € / CH : 3,70 FS / DOM : 3,20 € / REU : 3,20 € / ESP : 2,80 € / LUX : 2,40 € / MAR : 27 MAD / PORT cont. : 3,20 € / TUN : 9 DIN

MAXPPP/SUD-OUEST

# « Nous ne sommes pas des faits divers »

Monsieur le Président,

Enzo avait 15 ans et il y a quelques jours, il a reçu une lame en plein cœur. Malgré le silence judiciaire, politique et médiatique autour de l'affaire qui concerne son fils, nous avons lu les mots de la mère d'Enzo. Et nous avons immédiatement pensé à notre histoire, à nos maris, femmes, pères, mères, enfants eux aussi agressés, handicapés, tués, violés, assassinés.

Nos calvaires n'intéressent pas forcément grand monde, nous sommes au mieux associés à des faits divers aussi vite oubliés qu'ils sont à peine traités. Notre réalité, c'est que nos vies ont basculé alors que nous n'avions rien demandé, et que notre peine est ignorée parce que nous ne réclamons jamais rien. En effet, nous ne provoquons pas d'émeutes ; en effet, nous n'habitons pas cette France dite prioritaire ; en effet, les caméras s'intéressent rarement à nos vies paisibles, rangées, tout simplement normales.

Aujourd'hui, nous nous adressons à vous parce que vous êtes à la tête de la France et que notre douleur est trop lourde. Si nous parlons ensemble, c'est parce qu'ensemble, nous ne sommes plus des faits divers : nous dessinons le visage d'une société inquiétante. Une société dans laquelle des enfants, des jeunes, des adultes ou des personnes âgées voient leurs vies fracassées par des criminels aux profils trop récurrents. Pour seul exemple, les coups et blessures volontaires ont augmentés de 46 % en seulement 14 ans, et ce que certains appellent un « sentiment » est pour nous tous la cruelle réalité.

Le crime existe, dans toute son horreur, et aucun d'entre nous n'aurait l'idée de vous le reprocher. Certains ont été victimes de « primo-délinquants » comme répètent les médias, il est vrai que tout n'est pas prévisible. Mais trop souvent, nos drames font partie des crimes évitables. Nos bourreaux appartiennent aux « auraient dû ». Certains auraient dû être en prison, auraient dû respecter leur obligation de quitter le territoire français, auraient dû être internés, auraient dû être surveillés... À chaque fois que ces agresseurs n'auraient pas dû croiser la route de leur victime, la question politique se pose. Et c'est vous qui avez été élu pour assurer notre protection, vous et vos prédécesseurs.

Ce que nous avons tous en commun, au-delà du profil de nos agresseurs, c'est un parcours judiciaire blessant. Là encore, nous savons que la justice est faite pour punir des mis en cause, pour protéger la société, pour prévoir la réinsertion... Mais nous aimerions simplement qu'elle se souvienne aussi qu'elle rend la justice à des victimes qui méritent un minimum de considération.

Nous ne mettons pas en cause le personnel judiciaire souvent dévoué, mais une institution froide, débordée, lente, que les politiques ont centré sur les droits des mis en cause, oubliant ceux des victimes. Combien d'entre nous ont été informés de notre propre affaire par la presse ? Combien ont appris par hasard la fin d'une détention provisoire, l'aménagement d'une peine, la réduction de celle-ci ? Combien de fois la réinsertion des coupables a manqué de moyens, d'accompagnement, de suivi ? Combien de fois cette réinsertion de l'agresseur a-t-elle primé sur la vie de nos enfants, conjoints ou parents ?

On nous répète, ou l'on entend que c'est normal, que c'est notre fierté, que cela s'appelle « l'État de droit ». Nous ne le remettons aucunement en cause, nous aimerions que dans cet état de droits, il nous en reste quelques-uns, à nous, les véritables victimes.

Non, monsieur le président, fidèles à qui nous sommes, nous ne demandons pas la lune. Nous ne demandons qu'une seule chose qui ne vous coûtera rien : avoir au moins l'impression de n'être pas les seuls dans notre chagrin à perpétuité.

**Sophie Goupil et Antony Parissot** - parents d'Enzo Parissot, mortellement poignardé à la Haye-Malherbe (27) le 22 juillet 2023. **Jennifer de Araujo** - mère de Maéllys, enlevée et tuée en 2017, à Pont-de-Beauvoisin (38). **Christine Ballanza** - mère de Gregory Baharizadeh, mortellement poignardé dans une rue d'Echirolles (38) en 2015. **Laurianne Berken** - violée en réunion, en 2004, à Breil sur Roya (06). **Monique Bouquignaud** - agressée en 2013 dans la bijouterie où avait été assassiné son mari en 2011, à Cambrai (59). **Angélique Buquet** - agressée sexuellement et violée en 2014, à Arras (62). **Joël, Corinne et Carole Censier** - parents et sœur de Jérémie, mortellement poignardé lors d'une fête de village à Nay (64) en 2009. **Stéphane et Sylvie Hersan** - obligés de déménager après une agression en réunion en 2022 à Villers-Cotterêts (02). **Patrick Jardin** - père de Nathalie, assassinée lors de l'attentat islamiste du Bataclan en 2015. **Annick Kechoud** - agressée sexuellement et violée en 2015, à Arras (62). **Axelle Laissy** - affaire des bébés sans bras, dans l'Ain (01). **Véronique, Mélanie, Manon, et Marie Monguillot** - Femme et filles de Philippe Monguillot, décédé des suites d'une agression au volant de son bus, 2020, Bayonne (64). **Yves et Annick Mougel** - parents de Natacha, violée et tuée en 2010 à Marcq-en-Barœul (59). **Coralie Pailhès** - mère de Lionel, victime d'homicide routier par un multirécidiviste. **Patricia, Bruno et Marjorie Perez** - parents et petite sœur d'Adrien, tué à la sortie d'une boîte de nuit à Meylan (38) en 2018. **Evelyne Reybert** - mère de Julien Vinson, assassiné lors de l'attentat islamiste de Romans-sur-Isère en 2020. **Christian Roze** - père de Jérémie, mortellement poignardé à Toulouse en 2011 pour une cigarette refusée. **Philippe Schmitt** - père d'Anne-Lorraine, mortellement poignardée après une tentative de viol en 2007, dans le RER à Creil (60). **Elise Vera** - mère de Lorenzo, tétraplégique après une agression en 2020 à Lattes (34).

Evidemment, aucun des signataires éplorés dont la vie est devenue un enfer n'a eu de réponse de Macron.

Macron réserve son temps, ses sourires, ses mensonges, ses câlins aux jeunes Noirs de Saint-Martin, aux prétendus acrobates comme Gabassa qui défie les lois de la pesanteur, aux obsédés sexuels de son gouvernement qui passent leurs nuits à écrire leurs fantasmes, que ce soit Schiappa, le Maire et tous les autres. Ah! J'ai failli oublier Zelensky, le joueur de piano avec sa bite.

*Je viens de raccrocher avec une victime qui a cosigné la lettre du JDD, elle est absolument furieuse.*

*Le Dauphiné Libéré a eu l'indécence de lui téléphoner, non pas pour la soutenir ou pour lui adresser un mot de sympathie, pour son fils qui est mort. Mais pour rechercher un...*

– Pierre-Marie Sève (@pierremarieseve) [August 7, 2023](#)